Angleterre : le rapport final de l'enquête sur l'enseignement primaire

Maroussia Raveaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/892>

DOI : 10.4000/ries.892

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2010

Pagination : 14-17

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Maroussia Raveaud, « Angleterre : le rapport final de l'enquête sur l'enseignement primaire », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 53 | avril 2010, mis en ligne le 01 avril 2013, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/892> ; DOI : 10.4000/ries.892

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

© Tous droits réservés

Angleterre : le rapport final de l'enquête sur l'enseignement primaire

Maroussia Raveaud

- 1 La plus grande commission d'enquête sur l'enseignement primaire en Angleterre, la *Cambridge Primary Review* (CPR) a publié en octobre 2009 son rapport final faisant un bilan de l'état de l'enseignement primaire et traçant des perspectives d'avenir¹.
- 2 Quelques chiffres donnent un aperçu du travail colossal fourni sous l'égide de l'éminent professeur Robin Alexander : après trois années de consultation publique et une revue systématique de la recherche et de la documentation officielle, le rapport final rédigé par quatorze auteurs représente le travail de cent experts et s'appuie sur les voix d'un nombre incalculable d'acteurs éducatifs, qu'il s'agisse d'associations, de syndicats et d'établissements, ou d'enfants. La consultation a donné lieu à des contributions écrites (plus de mille reçues, d'une à trois cents pages de longueur), à deux cents débats locaux et nationaux, et à plusieurs milliers de courriers électroniques. Les conclusions se déclinent en un rapport final (586 pages) qu'accompagne un recueil des rapports de recherche commandés pour l'occasion (880 pages).

Un fossé entre l'École et le gouvernement

- 3 La parution du rapport a reçu un écho très important dans la presse nationale et dans la presse spécialisée. Ce qui soulève le plus de commentaires est le fossé qui s'est creusé entre cette commission indépendante, qui relaie dans une grande mesure la voix de la communauté éducative, et le gouvernement. En effet, dès sa parution, le rapport a fait l'objet d'une réfutation sans appel et ses recommandations ont été rejetées en bloc². Cette atmosphère politiquement chargée est due en partie aux critiques virulentes adressées au gouvernement par la CPR dès la parution des rapports intermédiaires qui avaient, par exemple, fait état d'une centralisation pédagogique abusive équivalant à une « théorie étatique de l'apprentissage ». Les critiques formulées par la CPR sont effectivement

musclées et portent sur un champ large qui va d'initiatives politiques spécifiques à la dénonciation d'un style de gestion laissant peu de place au débat. Ainsi, la CPR estime, au vu des recherches et des témoignages en la matière, que les améliorations de la position de l'Angleterre dans les palmarès internationaux et le « niveau qui monte » à la vue des tests officiels se traduisent par un clivage préjudiciable entre les matières « de base » et celles qui ne sont pas soumises au même régime de contrôle, qui conduit à un appauvrissement effectif de l'offre éducative et de l'expérience vécue par la plupart des écoliers. Par ailleurs, la centralisation des programmes (1988) étendue aux méthodes pédagogiques (1998) mènerait à une déprofessionnalisation des enseignants et, plus fondamentalement selon la CPR, témoignerait d'un « déficit démocratique » dont les manifestations et les conséquences vont bien au-delà du monde éducatif.

- 4 Dans un climat politiquement tendu, la lecture faite par le gouvernement des conclusions de la CPR a été partielle et partielle. Le secrétaire d'État aux écoles, Vernon Coaker, a déclaré que la consultation n'était « pas à jour » concernant des changements majeurs intervenus dans les écoles primaires et a « totalement réfuté l'affirmation selon laquelle le niveau n'a pas augmenté dans l'enseignement primaire ». Il estime « contreproductif » de reporter la scolarité obligatoire à 6 ans, ce qui repose sur une interprétation erronée de la recommandation qui consiste à repousser l'entrée dans les apprentissages formels. De même, il serait « rétrograde » de supprimer l'évaluation nationale à 11 ans en langue et en mathématiques, alors que la CPR considère fondé le principe de l'évaluation en proposant certes des évolutions dans sa conception et sa mise en œuvre.

Une vision d'avenir pour l'école primaire

- 5 Le bilan dressé par la commission d'enquête est pourtant plus nuancé que ne l'ont suggéré les grands titres de la presse ou la réaction du gouvernement. D'une part, la CPR dresse un bilan de santé positif des écoles primaires, perçues comme un point focal de la vie locale et un véritable lieu d'ancrage représentant la stabilité et des valeurs positives dans un monde par ailleurs changeant et incertain. D'autre part, loin d'être un blâme généralisé des réformes éducatives des vingt dernières années, la CPR salue les initiatives gouvernementales sur la petite enfance, sur la réduction des inégalités ou encore sur une politique de l'enfance articulant intervention éducative, sociale, culturelle et de santé. La commission adhère par ailleurs à certains principes tels que l'inspection des écoles et les tests nationaux (en proposant des changements importants dans leur mise en œuvre), décevant ainsi certains commentateurs qui espéraient y trouver une position plus radicale.
- 6 Il serait toutefois réducteur de ne voir en la CPR qu'une évaluation des politiques éducatives du *New Labour*. Si le rapport final s'appuie sur une analyse minutieuse de l'existant, la finalité première de la commission était de proposer une vision d'avenir pour l'enseignement primaire. En cela, la parution du rapport final a été unanimement saluée – à l'exception notable du gouvernement – comme un temps marquant pour l'histoire éducative du pays. Les recommandations se réduisent difficilement à quelques points clés et propositions phares, d'où l'étendue des malentendus, voire des contresens qui circulent dans la presse. En effet, la logique même de la CPR était de partir d'un grand panorama de l'enfance et de la société, pour replacer l'éducation dans son contexte le plus large. En amont des réformes proposées, la commission a mené un travail de réflexion et de consultation sur le sens même de l'enseignement primaire, ses objectifs et

les valeurs qui doivent le sous-tendre. C'est à partir de ce cadre de valeurs que la CPR fait ensuite des propositions concernant les programmes, les structures, la pédagogie, l'évaluation et l'inspection, la formation des enseignants, les ressources humaines, etc. Il n'est pas inutile de proposer un aperçu des 75 recommandations contenues dans ce rapport final :

- réduction de la part des programmes imposée centralement à 70 % de l'emploi du temps, afin de redonner à la communauté locale la liberté de s'adapter aux besoins de son tissu social ;
- report du début des apprentissages formels à six ans contre quatre actuellement ;
- en matière d'évaluation, la CPR estime qu'il est indispensable de tester les acquis des élèves et d'inspecter les établissements, mais juge tout aussi nécessaire de découpler l'évaluation formative destinée à accompagner les apprentissages de l'évaluation sommative qui vise une reddition des comptes ;
- formation enseignante permettant d'accompagner et d'encadrer les enseignants inexpérimentés mais rendant leur liberté aux enseignants confirmés ; arrêt de la prescription gouvernementale en matière pédagogique ;
- révision de l'utilisation des ressources humaines pour introduire plus de compétences disciplinaires aux côtés des enseignants généralistes ;
- alignement du financement de l'enseignement primaire sur celui de l'enseignement secondaire.

L'impact aujourd'hui et demain

- 7 La communauté éducative a très largement salué le travail de la CPR, souvent avec enthousiasme. Les enseignants, directeurs d'établissements et syndicats adhèrent dans leur ensemble aux valeurs et aux perspectives d'avenir dessinées dans le rapport. Certains soulignent que nombre de recommandations s'appuient sur des « bonnes pratiques » déjà en place. De fait, une certaine ambiguïté caractérise la nature même de l'exercice de cette enquête publique : si la CPR est l'aboutissement du travail d'une équipe indépendante de chercheurs, ces derniers n'ont pas pour mission de parler en leur nom propre et de formuler personnellement des recommandations, mais de faire reposer leurs conclusions sur les consultations publiques et la recherche existante.
- 8 Le caractère indépendant de la CPR et son ancrage profond dans la recherche et la consultation publique lui confèrent une légitimité et une autorité qui rendent difficile le rejet pur et simple de son travail par le gouvernement. Ce dernier s'abrite derrière son propre rapport sur les programmes, commandé en parallèle de la CPR mais avec un champ bien plus restreint, pour légitimer son absence de prise en compte du travail de l'équipe de Robin Alexander. Quoi qu'il en soit, la vision d'avenir proposée ici relève d'une temporalité plus longue que celle du monde politique, et il est fort possible que le débat initié par la CPR ait des répercussions à plus long terme.

NOTES

1. La mission de la CPR et les termes de son mandat, puis ses premiers résultats ont donné lieu à des compte-rendus dans des numéros précédents de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres* : n° 45, septembre 2007 et n° 48, septembre 2008.
 2. Le site internet de la CPR propose une revue de presse avec des liens vers les articles, commentaires et discours publiés : <http://www.primaryreview.org.uk>.
-

INDEX

Index géographique : Angleterre, Royaume-Uni

AUTEUR

MAROUSSIA RAVEAUD

Maître de conférences à l'Université du Maine, Le Mans (France), membre associé à l'Observatoire sociologique du changement (OSC) – CNRS / Sciences-Po et *visiting fellow* à l'Université de Bristol (Angleterre). Ses recherches portent sur la socialisation et la citoyenneté à l'école, privilégiant l'entrée comparative et les approches ethnographiques.